

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 110 (1965)
Heft: 2

Artikel: La force nucléaire multilatérale
Autor: Perret-Gentil, J.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343236>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ces considérations nous amènent à conclure que la réduction du nombre des avions « Mirage » est une erreur lourde de conséquences, car sans réaliser une économie appréciable, on a limité grandement nos moyens de défense aérienne et de destruction des objectifs de surface, comme aussi de protection de la population civile. Quelles autres armes pourront les remplacer et quel en sera le prix?

Major YVES MAITRE

La force nucléaire multilatérale

Si les Américains ne paraissent pas encore décidés à forcer le sort en Extrême-Orient avant que leur opinion publique y soit préparée, ils se sont en revanche engagés beaucoup plus résolument dans l'affaire de la « Force multilatérale », qui curieusement semble cheminer de pair avec celle d'Extrême-Orient. Dans ce domaine il n'y a pas d'opposition intérieure prévisible. Au contraire l'opinion et les milieux parlementaires soutiendraient tout effort tendant à conserver aux Etats-Unis le monopole de fait des armements nucléaires dans le monde occidental; l'Union possède, en effet, jusqu'à 95 % de ces armements. Et il est facilement admis dans ce pays que toute « dissémination » des armes atomiques comporte un danger supplémentaire de conflit nucléaire. Ses dirigeants sont visiblement gênés par la crainte que même cette faible marge extérieure ne puisse fausser leurs prévisions et leurs plans.

Aussi le projet d'une force nucléaire de l'OTAN a-t-il fait des progrès très sérieux. On paraissait même près d'un aboutissement à la fin de l'année 1964; il fut retardé par différentes contingences, notamment certains projets du nouveau gouvernement anglais.

L'idée de cette force a été lancée à la fin de 1962 par le Président Kennedy, lorsque les Etats-Unis passaient des accords avec la Grande-Bretagne au sujet de certains armements. D'une part étaient abandonnées les fusées air-sol Skybolt, qui auraient permis de revaloriser les bombardiers anglais; d'autre part était convenue la fourniture de fusées Polaris A-3, d'environ 4500 km de portée et à têtes thermonucléaires, pour les futurs sous-marins britanniques à propulsion atomique. Le projet de cette MLF (sigle anglais) est repris maintenant par le Président Johnson, qui paraît décidé à le faire aboutir. Deux groupes de travail y ont collaboré, l'un militaire, au sommet de l'Alliance à Washington, pour la mise au point des modalités techniques; et l'autre, politique, à Paris, pour conduire les négociations avec les différents partenaires de l'Alliance. La question a été souvent discutée depuis environ deux ans, mais les dernières décisions ne seront sans doute connues qu'à la conclusion de l'accord.

Le principe de base de cette force nucléaire multilatérale est la réunion sous un seul commandement de tous les armements atomiques épars dans les pays de l'Alliance, ou leur mise à la disposition de celle-ci. Ce commandement serait lui-même « intégré » au commandement supérieur de l'OTAN. Ainsi serait évitée, dans l'esprit des promoteurs de l'accord, la dissémination des engins atomiques, qui pourrait par inadvertance, intentionnellement ou par le biais d'un conflit mineur, provoquer une généralisation des hostilités nucléaires.

Malheureusement le principe, fort louable en soi, ne manque pas d'être vicié à la base; ou du moins il comporte des exceptions et des dérogations qui lui enlèvent l'essentiel de sa valeur. Ainsi les Etats-Unis, initiateurs du projet, n'y consacraient qu'une partie relativement faible de leurs moyens atomiques, qui sont immenses. Ils créeraient certes une force nucléaire qu'ils placeraient sous autorité de l'OTAN, mais conserveraient d'énormes possibilités d'agir « atomiquement » ailleurs et en pleine autonomie.

Il est vrai qu'une telle création serait déjà importante. Les Anglais sont disposés à y engager leurs moyens, d'autant plus que leurs armements seraient d'origine américaine (par contre les bombes thermonucléaires seront de leur propre fabrication). Mais ils se réservent la faculté d'en faire emploi dans des cas où ils seraient impliqués isolément. Tout cela ne paraît donc pas entièrement convaincant. Cependant les puissances anglo-saxonnes voudraient — visant, on s'en doute, surtout la France — que les autres pays participent à cette force financièrement et par la totalité des armes atomiques qu'ils pourraient posséder.

* * *

Quels sont les moyens prévus jusqu'à présent?

A vrai dire, ils ne sont pas encore expressément désignés, mais il s'agit de ceux dont il a déjà souvent été question. A l'origine de l'affaire avaient été prévus plusieurs sous-marins atomiques américains armés de fusées thermonucléaires. Le chiffre d'une dizaine avait été indiqué, sur un total de 41 que les Américains doivent posséder en 1970; actuellement on n'en mentionne plus que trois, rattachés à la VI^e Flotte en Méditerranée. Ce sont des submersibles de 7 à 9000 tonnes de déplacement, d'une longueur de 115 à 136 m selon les types et d'une vitesse de plus de trente nœuds en plongée; leur autonomie est quasiment illimitée. Ils sont substitués aux fusées de moyenne portée installées dans certains pays d'Europe et qui sont retirées du service.

Les Américains détacheraient également leurs forces aériennes tactiques, équipées en engins atomiques et stationnées en Europe. A la vérité, cet appoint n'en est pas vraiment un, puisque cette aviation est déjà placée directement sous le commandement des forces alliées en Europe (SHAPE).

Les Anglais ont fait des offres plus nettes: la mise sous autorité du SHAPE de leurs escadres de bombardiers « V » (Valiant, Victor, Vulcan): ces appareils toutefois arrivent

en fin de carrière et ne sont pas supersoniques, à la veille des vols à vitesse tri-sonique. Ils espéraient revaloriser ces bombardiers grâce aux fusées américaines « Skybolt », de près de 2000 km de portée, dont la construction n'a pas été entreprise. Sont prévues également des fusées anglaises air-sol de 320 km de portée seulement, « Blue Steel ».

Une dernière proposition anglaise concernait la mise sous autorité directe de l'OTAN de leur propre avion « TSR-2 ». Il s'agit d'un chasseur-bombardier à mach 1,5 à 2, qui n'est encore qu'au stade des essais. Il suggèrent à leurs partenaires américains d'y inclure en contrepartie leurs futurs avions d'appui, également aux essais, « TFX », supersoniques et armés de deux bombes atomiques.

Comme on le voit, tous ces projets ou propositions concernent surtout des appareils près d'être périmés ou des prototypes encore au stade des essais; on se refuse à démonter au profit de cette armada composite, les escadres existantes et constituées à grands frais. Cependant un autre projet dont il a été fait mention consisterait à armer 25 navires de surface américains en fusées Polaris, qui seraient ainsi au nombre de 200 environ, représentant une masse de frappe élevée.

Pour le moment on mentionne avec une certaine ostentation, sans doute pour accoutumer les esprits à la future force, un navire américain, le contre-torpilleur « Bridle ». Sans possibilités atomiques particulières, ce navire est desservi par un équipage international dont la moitié est composée d'officiers et marins américains, et l'autre de nationalités différentes. En revanche, son commandement demeure américain. Les 25 navires de surface auraient de semblables équipages. Ces premières réalisations n'ont à vrai dire qu'une valeur psychologique. Au point de vue strictement militaire l'équipage cosmopolite d'un bâtiment ne modifie que très peu sa valeur opérationnelle; elle l'affaiblit plutôt à cause des difficultés de langage. Ce qui compte est son emploi, et dans le cas présent l'autorité qui sera chargée de l'engager.

L'aspect financier du projet a naturellement été évoqué. Les Etats-Unis se sont déclarés prêts à supporter le 30 % des dépenses. On ne sait pas encore ce qu'elles seront, puisque tous ces matériels relèvent de différents budgets nationaux. L'Allemagne a fait une enchère de 40 % des frais, dans une arrière-pensée politique, dans l'espoir d'obtenir une part plus importante dans la direction des Conseils de l'Alliance, et l'engagement des moyens nucléaires qu'elle ne possède pas. L'Italie suit dans la même voie, toutefois avec moins d'empressement, semble-t-il. La Belgique et la Hollande donnent leur approbation dans un esprit de coopération au sein de l'Alliance. Le Canada manifeste de l'intérêt pour le point de vue français peut-être par réticence à l'égard des U.S.A. La Turquie et la Grèce sont très favorables, parce qu'elles y voient un moyen plus efficace de défendre leur position aventurée dans un Proche-Orient, où les Soviétiques sont en progrès notoires.

Par contre, à l'extrémité septentrionale du secteur de l'OTAN, les pays scandinaves sont opposés à cette force nucléaire internationale, comme ils l'ont déjà été à l'établissement sur leur sol de fusées et de troupes d'autres pays de l'Alliance: est-ce un effet des menaces réitérées de M. « K »? Enfin la France, que le projet vise particulièrement, lui oppose une résistance catégorique. Elle se refuse à aliéner ses nouveaux moyens au profit de l'Alliance et répugne à se priver du fruit de longs et ardues efforts pour la création d'armements à son propre usage.

* * *

On s'aperçoit aisément que plus on avance dans la discussion de ce projet, plus la réalisation paraît lointaine. Les moyens prévus au début sont carrément remis en discussion, notamment depuis l'avènement du gouvernement travailliste en Angleterre. De toutes parts on cherche une nouvelle formule. Il n'y a maintenant pas de jours où ne soient proposés de nouveaux contingents d'armements, de nature à obtenir

l'accord de tout le monde. Pour arracher l'approbation de leur partenaires, les Américains ont proposé un « trident » fait de bombardiers du « Strategic Air Command ». Il y a donc reculé par rapport aux premières négociations. L'affaire fait penser au projet, avorté naguère, de l'Armée européenne.

Quelle serait enfin l'autorité compétente pour décider de l'emploi de cette Force multilatérale? Un chef militaire? Un Conseil? Une chose est certaine: il faudra toujours l'approbation du Président des Etats-Unis et même du chef du gouvernement de la Grande-Bretagne, et l'on revient ainsi au point de départ.

J. PERRET-GENTIL

Il y a vingt ans:

Yalta ou le marché des dupes

Avec Sir Winston Churchill, entré de son vivant dans la légende, disparaît le dernier des trois Grands qui, le 11 février 1945 à 1500, entre le caviar et le rosbif, repoussant leurs assiettes et leurs verres, signèrent sans aucun protocole un des plus importants documents de l'Histoire.

Certes, celle-ci n'est pas prête à les oublier. Les deux doigts en V du Premier ministre de Sa Gracieuse Majesté resteront longtemps le symbole de la résistance la plus acharnée à la tyrannie d'Hitler et de l'espoir de l'Europe, mais sa silhouette massive ne dissimulera pas les calculs dont il était capable et la souplesse de certaines de ses conceptions. Joseph Staline continue de servir fidèlement son pays en ouvrant sa tombe aux erreurs et aux échecs de ses successeurs. Franklin Roosevelt, c'est l'image de l'honnêteté de l'Amérique en guerre, mais sa mémoire est en sursis jusqu'au jour où le monde occidental payera, peut-être de son sang, le prix de la simplicité de ses vues, de sa naïveté, et de la faiblesse de caractère où la maladie l'avait plongé.